

# « L'ensemble du monde du travail doit se mobiliser par le vote »

## ENTRETIEN

À quelques semaines des élections législatives, le secrétaire général de l'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône, Olivier Mateu, appelle à la mobilisation du monde du travail en vue de cette échéance. Il développe l'importance de celle-ci pour l'avenir des travailleurs.

**La Marseillaise :** Quel regard portez-vous sur ces élections législatives où plusieurs blocs s'affrontent avec un bloc populaire et la Nupes d'un côté, le bloc libéral d'un autre et enfin celui d'extrême droite ?

**Olivier Mateu :** Comme beaucoup d'élections mais là, plus particulièrement, elles sont l'occasion pour les travailleurs d'affirmer une volonté de changement, une recherche d'alternative aux politiques imposées depuis des années. Comme à notre habitude, nous appelons l'ensemble du monde du travail à se mobiliser, dans la rue et dans les entreprises mais y compris par le vote. Il ne s'agit pas d'accorder de chèques en blanc à qui que ce soit mais nous déplorons souvent le manque d'unité du monde du travail et des organisations progressistes, qu'elles soient syndicales et politiques. Cette fois, nous avons quelque chose qui ressemble à une démarche qui pourrait permettre l'unité du camp progressiste. Nous ne sommes pas naïfs, nous savons qu'il y a des nuances dans cet attelage-là [la Nupes, Ndlr]. L'expérience a prouvé qu'il ne faut jamais se départir de son rôle. Il ne s'agit pas non plus d'y aller dans la défiance mais bien en se disant qu'il n'y aura de conquêtes sociales qu'à la condition que les travailleurs interviennent. Que ça soit par le vote mais aussi, et surtout, par la mobilisation.

Il est capital d'imposer une défaite à l'ensemble du camp réactionnaire, qu'il soit fascisant ou libéral, les deux nous risquant les mêmes objectifs d'asservissement et de reculs sociaux. Ces gens-là ne renonceront à rien si l'on ne les y contraint pas. Il faut se saisir de ces élections législatives. Si on pouvait avoir une majorité qui s'engage sur un programme en rupture avec les mauvais coups qui nous sont portés depuis des années, ça serait dommage de se priver de la possibilité d'envoyer un maximum de députés qui iront dans le sens du progrès social. Pour autant, le rôle de la CGT et du monde du travail sera toujours de pousser pour que les avancées soient de la plus haute portée possible et qu'elles soient très concrètes. Nous voyons d'un bon œil le fait d'être amenés à lutter pour qu'un programme progressiste se mette en œuvre plutôt que d'être sur des luttes défensives, à subir les assauts du monde de la finance qui affiche son intention d'en finir avec tout ce qui relève du droit et de ce qui fait l'intérêt général, comme la sécurité sociale, l'hôpital public, le système de retraite.

**Certaines revendications de la CGT sont reprises dans le programme partagé de la Nupes, d'autres non, comment l'analysez-vous ?**



Pour Olivier Mateu, la recherche du profit est « incompatible avec le respect de l'environnement, des travailleurs et des riverains ». PHOTO DR

**O.M. :** Dans la période, soit nous faisons la fine bouche en attendant que du politique vienne l'ensemble des solutions, soit nous considérons que chacun a un rôle à jouer et a le devoir de s'impliquer, individuellement et collectivement pour faire évoluer les revendications. Et ainsi, en cas de victoire, pour que les solutions soient conformes à l'intérêt du monde du travail. Nous ne sommes pas dans la dé-

**« Combiner une majorité progressiste à l'Assemblée nationale et un mouvement social de haut niveau »**

légation de pouvoir quand nous disons que le monde du travail et les classes populaires ont intérêt à avoir un gouvernement progressiste. Encore une fois, il faut avoir en tête que ceux qui sont aux affaires actuellement sauront s'organiser en contre-pouvoir et mettre tous les freins possibles à une majorité progressiste. Il faudra donc une intervention des travailleurs de manière organisée, en pleine conscience des moyens existants dans le pays. Il y a de l'argent et des richesses dans le pays qui doivent permettre d'améliorer la vie de tous. Donc pas de chèques en blanc, pas de posture de défiance par principe, mais une pleine lucidité des enjeux.

**Quelles sont les premières mesures**

**que devrait prendre un gouvernement de gauche ?**

**O.M. :** Outre une augmentation des salaires, avec un Smic à 2 000 euros, des pensions et de tous les revenus en prenant dans les poches de ceux qui se sont gavés [lire notre dossier du 23 mai Ndlr], il faut une intervention forte de l'État sur les prix des produits, pas uniquement alimentaires. Enfin, il faut un arrêt des fermetures d'entreprises quel que soit le secteur. On a besoin de réindustrialiser le pays, pas pour tomber dans un productivisme forcené mais bien pour répondre aux besoins des populations et assurer l'indépendance du pays. Quand je parle d'indépendance, je ne parle pas de nous mettre en opposition ou en concurrence avec le reste du monde. Seulement, plus nous serons indépendants, plus nous serons en capacité de coopérer avec d'autres pays, sans avoir le couteau sous la gorge ou sans mettre le couteau sous la gorge à d'autres. Il faut se libérer des logiques de la mondialisation financière, on a vu l'injustice et les aberrations dont elle est porteuse. Cette question de la réindustrialisation est cruciale pour les questions environnementales et le combat contre les effets du réchauffement climatique. Tout cela est possible, l'argent ne manque pas, il faut aller le chercher et ça sera d'autant plus faisable si l'on combine une majorité progressiste à l'Assemblée nationale et un mouvement social de haut niveau.

**En parlant d'industries, il y a eu des avancées récentes pour la centrale de Gardanne avec un rôle important de la CGT, faut-il poursuivre dans ce sens-là ?**

**O.M. :** Il faut aller dans ce sens évidemment. On parle ici du maintien et de la création d'outils industriels qui répon-

dent à des besoins. Encore plus dans la situation dans laquelle on est aujourd'hui où la question de l'énergie se pose quotidiennement. Mais il faut aller dans ce sens sur l'ensemble des secteurs de productions. Aujourd'hui, la finance a dans les mains quasiment tous les pouvoirs en termes industriels. Ils choisissent la nature de la production, sa finalité et la façon dont la production se fait. Ça a un impact sur l'emploi, les conditions de travail et de rémunérations mais aussi un impact sur l'environnement. Quand on transforme un outil industriel en une machine à fric, l'essentiel passe à la trappe. À l'inverse, dans le cadre d'une production planifiée, dont les objectifs sont l'indépendance du pays et la réponse à des besoins, on peut faire fonctionner nos usines en priorisant le bon état du matériel, les conditions de travail et réduire, de fait, l'impact environnemental. La recherche du profit est incompatible avec le respect de l'environnement, des travailleurs et des riverains.

**Beaucoup d'observateurs craignent un nouveau quinquennat plus rude socialement que le précédent si Emmanuel Macron obtient une majorité, le mouvement social doit-il être plus vigilant ?**

**O.M. :** Le mouvement social ne doit jamais baisser la garde. On doit bien se rendre compte qu'en face des travailleurs, il y a des gens intelligents qui ont pour objectif de ramener tout le monde au strict minimum et en faisant en sorte que toutes les catégories se retrouvent en opposition : le privé au public, les jeunes aux anciens, les actifs aux privés d'emplois, ceux de la production face à ceux des bureaux. Pour au final, s'en prendre à tout le monde. C'est une attaque globale comme nous le disons depuis des années. Ce à quoi l'on doit travailler, chacun dans son rôle (politique, associatif ou syndical) c'est la riposte générale du monde du travail. À chaque attaque, on constate toujours les mêmes logiques : soit l'augmentation des profits, soit l'ouverture de nouveaux marchés pour le privé. Pour cela, ils ont besoin de casser toutes les logiques de solidarité entre les travailleurs et les générations. Le marché se nourrit de dérégulation, d'où leur volonté d'en finir avec notre modèle social.

**La CFDT appelle à la concertation avec le nouveau gouvernement. À l'inverse, la CGT doit-elle se montrer plus offensive ?**

**O.M. :** Depuis un moment, le syndicalisme en général est en grande difficulté et la CGT n'y échappe pas. La nature et la diversité des attaques y jouent. Malgré cela, on constate de grandes résistances. Nous ne partons pas de rien. La première des choses à faire pour nous est d'œuvrer à l'unité du monde du travail. En s'appuyant sur celle-ci, l'unité syndicale viendra plus naturellement, sur des contenus qui intéresseront directement les travailleurs. Aller interpellier le pouvoir sans avoir créé, par la mobilisation, le rapport de force nécessaire pour que les revendications soient prises en compte relève ou de la grande naïveté, ou du fait d'avoir renoncé à son rôle d'un syndicat au service des travailleurs. Et ce n'est pas l'ADN de la CGT.

**Entretien réalisé par Amaury Baqué**